

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/115

G/SCM/W/124

13 octobre 1995

(95-3081)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LA NOTIFICATION DES LOIS ET
REGLEMENTATIONS PRESENTÉE PAR LE GOUVERNEMENT
NEO-ZELANDAIS¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET
DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Le Bureau économique et commercial de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 octobre 1995.

1. Points essentiels de l'Accord antidumping de l'OMC qui ne sont pas abordés dans la législation antidumping de la Nouvelle-Zélande

L'Accord antidumping de l'OMC comporte de nombreuses améliorations par rapport au Code antidumping du Tokyo Round. Nous escomptons que les Membres de l'OMC feront clairement apparaître ces améliorations dans leur législation nationale. Au vu de la législation notifiée par la Nouvelle-Zélande, il semble qu'il n'y a aucune disposition particulière visant à mettre en oeuvre certaines de ces améliorations ou que les dispositions ne sont peut-être pas adéquates. Les principaux exemples sont les suivants:

- établissement des coûts (article 2.2.1.1 et 2.2.2);
- conversion de monnaies (article 2.4.1);
- méthodes de comparaison (article 2.4.2);
- évaluation cumulative en relation avec le dommage (article 3.3);
- menace de dommage important (article 3.7);
- questionnaires (article 6.1.1);
- enquêtes sur place (article 6.7 et Annexe I);
- méthode d'échantillonnage (article 6.10);

¹G/ADP/N/1/NZL/2-G/SCM/N/1/NZL/2.

- droits des utilisateurs industriels et des organisations de consommateurs représentatives (article 6.12);
- Réexamen effectué pour les nouveaux venus (articles 9.5).

Certaines de ces omissions seront abordées plus en détail plus loin.

Questions: En l'absence de dispositions légales spécifiques, comment la Nouvelle-Zélande s'assurerait-elle que ses autorités respecteraient rigoureusement les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping? Comment concilierait-elle les obligations qui lui incombent au titre de l'Accord antidumping dans ces domaines avec l'absence de dispositions légales spécifiques?

2. Article 4.b) iii) - Prix à l'exportation

Dans le cas d'un prix à l'exportation construit, l'article 2.4 de l'Accord antidumping prévoit qu'il faut tenir compte, entre autres choses, des "bénéfices".

L'article 4.b) iii) (page 6) précise que, lorsque l'achat du produit par l'importateur ne constitue pas une transaction conclue dans des conditions d'indépendance et que le prix à l'exportation doit être construit, le montant des bénéfices à déduire pourrait être le bénéfice réalisé sur la vente effectuée par l'importateur ou, si le Secrétaire en décide ainsi, un montant calculé au taux indiqué par ce dernier.

Questions: Dans quelles circonstances le Secrétaire déterminerait-il le taux du montant à déduire au titre des bénéfices? Comment déterminera-t-il ce taux?

3. Article 4.2) - Prix à l'exportation

Lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation ou que l'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation disponible et si les produits ne sont pas revendus à un acheteur indépendant ou ne sont pas revendus dans l'état où ils ont été importés, l'article 2.3 de l'Accord antidumping prévoit que le prix à l'exportation peut être construit sur toute base raisonnable que les autorités pourront déterminer.

L'article 4.2) prévoit que, lorsqu'il n'y a pas de prix de vente demandé par l'exportateur, le prix à l'exportation sera déterminé de la manière jugée appropriée par le Secrétaire.

Question: La Nouvelle-Zélande pourrait-elle donner davantage de détails sur les cas où il n'y a pas de prix de vente demandé par l'exportateur, eu égard à l'article 2.3 de l'Accord antidumping?

4. Article 4.1) c) - Prix à l'exportation

L'article 2.3 de l'Accord antidumping dispose que le prix à l'exportation pourra être construit sur toute base raisonnable que les autorités pourront déterminer uniquement si les produits ne sont pas revendus dans l'état où ils ont été importés ou s'ils ne sont pas revendus à un acheteur indépendant.

Aux termes de l'article 4.c), le prix à l'exportation est un prix raisonnable déterminé par les autorités néo-zélandaises si l'importateur vend par la suite les produits dans l'état où ils ont été importés. Cette clause conditionnelle est très semblable à celle qui figure à l'article 4.b), à savoir l'hypothèse où l'importateur vend par la suite les produits dans **l'état** où ils ont été importés à une partie qui ne

lui est pas liée. Or, aux termes de l'article 4.b), le prix à l'exportation est construit sur la base de la vente à un acheteur indépendant.

Questions: Quelle est la différence entre les clauses conditionnelles des alinéas b) et c)? La Nouvelle-Zélande pourrait-elle expliquer en quoi l'article 4.c) est conforme aux prescriptions de l'article 2.3 de l'Accord antidumping? Quel est le prix à l'exportation lorsque les produits ne sont pas revendus dans l'état où ils ont été importés?

5. Article 5 - Valeur normale

L'article 2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping indique la façon dont la valeur normale doit être établie. Elle doit correspondre:

- i) au prix pratiqué pour des ventes effectuées sur le marché intérieur; ou, à défaut,
- ii) au prix pratiqué pour des ventes effectuées dans un pays tiers approprié, ou
- iii) au coût de production dans le pays d'origine majoré des frais d'administration et de commercialisation, des frais de caractère général et des bénéfices.

L'article 5.1) (page 6) prévoit que la valeur normale peut correspondre au prix payé pour des produits similaires vendus dans le pays d'exportation par des vendeurs autres que l'exportateur si ce dernier ne vend pas de produits similaires.

Questions: Sur quel principe juridique de l'Accord antidumping cette disposition se fonde-t-elle? Serait-il équitable de prendre en compte les ventes effectuées par d'autres vendeurs et non les ventes à un pays tiers ou un montant correspondant aux coûts de fabrication et aux bénéfices?

6. Article 5.2) d) et 5.6) - Valeur normale

L'article 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord antidumping énonce les principes à suivre pour déterminer les coûts et bénéfices en fonction desquels la valeur normale est établie. Ainsi, les coûts seront calculés sur la base des registres de l'exportateur, et les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais de caractère général et aux bénéfices seront fondés sur des données réelles.

Il semble qu'il n'y a dans la loi aucune disposition équivalente reprenant ces principes lorsqu'il est question des frais et bénéfices à l'article 5.2) d) et 5.6).

Questions: Les autorités néo-zélandaises suivraient-elles les principes énoncés à l'article 2.2.2 et 2.2.2.1? En l'absence de disposition pertinente dans la loi, comment la Nouvelle-Zélande s'acquitterait-elle de toutes les obligations qui lui incombent au titre de ces articles?

7. Article 5.2) - Valeur normale

Aux termes de l'article 2.2 de l'Accord antidumping, lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur ou lorsque de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes, une comparaison peut être faite avec le prix pratiqué pour des ventes à un pays

tiers ou avec le coût de production majoré d'un montant correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais de caractère général et aux bénéfices. La note de bas de page 2 précise ce qu'il faut entendre par "faible volume des ventes". L'article 2.2.1 et les notes de bas de page 4 et 5 qui s'y rapportent indiquent les cas où les ventes à des prix inférieurs aux coûts ne seront pas prises en considération pour la détermination de la valeur normale, à savoir lorsque les ventes sont effectuées sur une longue période en quantités substantielles et à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable. Si les prix sont inférieurs aux coûts unitaires au moment de la vente mais supérieurs aux coûts unitaires moyens pondérés pour la période couverte par l'enquête, il sera considéré que ces prix permettent de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable.

L'article 5.1) (page 6) dispose que la valeur normale est le prix payé pour un produit similaire vendu par l'exportateur pour la consommation intérieure dans le pays d'exportation au cours d'opérations commerciales normales qui constituent des transactions conclues dans des conditions d'indépendance. L'article 5.2) a), b) et c) (page 7) énonce les circonstances dans lesquelles les autorités néo-zélandaises peuvent déterminer la valeur normale autrement qu'à partir des ventes destinées à la consommation intérieure:

- a) quand il n'y a pas de vente qui pourrait être prise en compte;
- b) lorsque la situation sur le marché en question est telle que les ventes qui pourraient, en d'autres circonstances, être prises en compte ne peuvent être retenues afin de déterminer la valeur normale; et
- c) lorsque l'exportateur ne vend pas de produits similaires au cours d'opérations commerciales normales et qu'il n'est pas possible d'obtenir dans un délai raisonnable des renseignements concernant d'autres vendeurs.

L'article 5.6) précise les cas dans lesquels le prix est réputé ne pas s'inscrire dans des opérations commerciales normales. La loi ne définit pas les expressions "période prolongée" et "quantité importante du produit similaire". Les conditions régissant le recouvrement intégral de tous les coûts dans un délai raisonnable ne sont pas non plus précisées.

- Questions:
- a) Si les autorités néo-zélandaises déterminent la valeur normale autrement qu'en se fondant sur les ventes effectuées pour la consommation intérieure en raison du faible volume des ventes sur le marché intérieur, quels critères utiliseront-elles pour déterminer que le volume des ventes est faible? Quelles dispositions légales ont été adoptées pour faire en sorte que les autorités néo-zélandaises appliquent le critère énoncé dans la note de bas de page 2 de l'Accord antidumping?
 - b) Y a-t-il dans la loi une disposition définissant les expressions "période prolongée" et "quantité importante du produit similaire" conformément aux notes de bas de page 4 et 5 de l'Accord antidumping?
 - c) Les autorités néo-zélandaises sont-elles tenues, légalement ou autrement, de considérer que les prix qui sont inférieurs aux coûts unitaires au moment de la vente mais supérieurs aux coûts unitaires moyens pondérés pour la période couverte par l'enquête permettent de couvrir les frais dans un délai raisonnable, comme le stipule l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping? Les ventes seront-elles considérées comme ayant eu lieu au cours d'opérations

commerciales normales pour autant que les prix de vente soient supérieurs aux coûts unitaires moyens pondérés pour la période couverte par l'enquête?

- d) Comment la Nouvelle-Zélande veillerait-elle à respecter strictement les obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord antidumping?

8. Article 5.3) et 4) - Comparaison équitable

L'article 2.4 de l'Accord antidumping dispose qu'il doit y avoir une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation. Outre l'obligation générale de tenir dûment compte de certains éléments, cet article prévoit expressément que la valeur normale doit être établie au niveau commercial approprié ou compte dûment tenu de certains facteurs dans le cas d'un prix à l'exportation construit. En pareil cas, les autorités sont tenues d'indiquer aux parties concernées quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable.

L'article 5.3) (page 7) expose la méthode générale à utiliser pour faire une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Aux termes de l'article 5.4) (page 8), les autorités néo-zélandaises sont expressément tenues d'effectuer les ajustements nécessaires pour établir la valeur normale autrement qu'en se fondant sur les ventes intérieures dans le pays d'exportation. Il n'y a cependant aucune disposition analogue prévoyant expressément qu'elles doivent établir la valeur normale au niveau commercial approprié ou en tenant dûment compte de certains facteurs dans le cas d'un prix à l'exportation construit. Elles ne sont pas non plus tenues d'indiquer aux parties quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable.

Questions: Quel est l'objectif visé par la loi lorsque l'accent y est mis sur l'obligation d'effectuer une comparaison équitable dans les cas où la valeur normale est établie autrement qu'à partir des ventes intérieures mais non dans les cas où il s'agit d'un prix à l'exportation construit? Comment la Nouvelle-Zélande respecterait-elle l'article 2.4 qui fait obligation aux autorités nationales d'indiquer aux parties les renseignements nécessaires pour assurer une comparaison équitable?

9. Article 5 - Comparaison équitable

Il semble que la législation néo-zélandaise ne contient aucune disposition énonçant les procédures à suivre en vue d'une comparaison équitable nécessitant une conversion de monnaies ou les méthodes de comparaison à utiliser conformément à l'article 2.4.1 et 2.4.2 de l'Accord antidumping.

Question: Comment la Nouvelle-Zélande appliquerait-elle les procédures et règles prévues à l'article 2.4.1 et 2.4.2 de l'Accord antidumping en l'absence de dispositions légales équivalentes?

10. Article 5.5) - Comparaison équitable

L'article 2.5 de l'Accord antidumping prévoit qu'une comparaison est normalement effectuée avec le prix dans le pays d'exportation et donne quelques exemples de cas permettant une comparaison avec le prix dans le pays d'origine:

- i) les produits transitent simplement par le pays d'exportation; ou
- ii) les marchandises en question ne sont pas produites dans le pays d'exportation; ou

- iii) il n'y a pas de prix comparable pour ces produits dans le pays d'exportation.

L'article 5.5) (page 8) précise que les autorités néo-zélandaises peuvent, en se fondant sur leur propre opinion, déterminer la valeur normale comme si le pays d'origine était le pays d'exportation.

Questions: De quels facteurs les autorités néo-zélandaises tiendraient-elles compte pour arriver à une opinion en ce sens? La loi contient-elle des lignes directrices à leur intention? Comment la Nouvelle-Zélande veillerait-elle à éviter que les obligations qui lui incombent aux termes de l'article 2.5 de l'Accord antidumping ne soient soumises à un trop grand pouvoir discrétionnaire?

11. Article 6.1) - Prix à l'exportation et valeur normale

L'article 6.8 de l'Accord antidumping dispose que les procédures prévues à l'Annexe II de l'Accord seront suivies lors de l'application des dispositions relatives aux "meilleurs renseignements disponibles".

Aux termes de l'article 6.1) (page 9), le Secrétaire peut déterminer lui-même, au vu de tous les renseignements disponibles, la valeur normale et le prix à l'exportation. Il n'est pas indiqué clairement que le Secrétaire respectera les dispositions énoncées à l'Annexe II de l'Accord antidumping.

Questions: Comment les autorités néo-zélandaises respecteront-elles les obligations énoncées à l'Annexe II de l'Accord antidumping en l'absence d'une disposition à cet effet dans la loi pertinente? Existe-t-il des lignes directrices précises concernant l'utilisation des "meilleurs renseignements disponibles"?

12. Article 8.2) e) - Autres facteurs causant un dommage

L'article 3.5 de l'Accord antidumping stipule que les dommages causés par des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping **ne doivent pas** être imputés à ces importations.

L'article 8.2) (pages 10-11) précise que le Secrétaire tiendra compte des éléments énumérés dans les alinéas a) à f) pour déterminer l'existence d'un dommage. L'alinéa e) du paragraphe 2) indique les facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping mais il n'y est pas clairement dit que les dommages causés par ces facteurs ne doivent pas être imputés à ces importations.

Questions: Comment les autorités néo-zélandaises tiendront-elles compte des facteurs indiqués à l'article 8.2) e)? Les dommages causés par des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping comme ceux qui sont énoncés à l'article 8.2) e) seront-ils imputés à ces importations?

13. Article 8 - Menace de dommage important

L'article 3.7 de l'Accord antidumping énonce des règles précises concernant la détermination de l'existence d'une menace de dommage important et énumère plusieurs facteurs dont les autorités doivent tenir compte.

L'article 8 (pages 10-11) ne contient aucune disposition régissant expressément une telle détermination.

Question: Si sa législation ne contient aucune disposition régissant expressément la détermination de l'existence d'une menace de dommage important, comment la Nouvelle-Zélande exécuterait-elle les obligations qui lui incombent aux termes de l'article 3.7 de l'Accord antidumping?

14. Article 8 - Evaluation cumulative en relation avec le dommage

D'après l'article 3.3 de l'Accord antidumping, il n'est possible que dans des circonstances limitées de procéder à une évaluation cumulative des effets dommageables d'importations en provenance de plusieurs pays qui font l'objet d'un dumping et qui sont simultanément visées par des enquêtes antidumping.

L'article 8 ne précise pas comment les autorités néo-zélandaises prendraient en compte les effets dommageables d'importations faisant l'objet d'un dumping ainsi définies.

Questions: les autorités néo-zélandaises accepteraient-elles de procéder à une évaluation cumulative des effets dommageables uniquement dans les cas prévus à l'article 3.3 de l'Accord antidumping? Comment la Nouvelle-Zélande s'acquitterait-elle de ses obligations au titre de cet article en l'absence de dispositions légales régissant explicitement ce point?

15. Article 9 - Formes d'avis

L'article 9 dispose qu'un avis doit contenir un bref résumé des raisons pour lesquelles il est donné mais n'indique pas clairement quels renseignements y seront fournis ou inclus.

L'article 12.1.1 de l'Accord antidumping énumère les renseignements qui doivent figurer dans un avis concernant l'ouverture d'une enquête. L'article 12.2.1 et 12.2.2 indique les renseignements que doivent contenir les avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires et de mesures finales, respectivement.

Questions: Les différents avis au public publiés en vertu des articles 10.4), 13.2) et 16.1) contiendraient-ils les renseignements requis aux termes des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping? Comment la Nouvelle-Zélande s'assurerait-elle que ses obligations en ce qui concerne les avis au public seraient exécutées?

16. Article 10 - Parties intéressées

L'article 6.11 de l'Accord antidumping contient une définition de l'expression "parties intéressées" et des exemples. L'article 6.12 dispose que les autorités antidumping ménageront aux utilisateurs industriels et aux organisations de consommateurs représentatives la possibilité de fournir des renseignements qui ont un rapport avec l'enquête en ce qui concerne le dumping, le dommage et le lien de causalité.

Il semble que l'expression "parties intéressées" n'est définie ni à l'article 10 (page 12) ni ailleurs et qu'il n'y a aucune disposition spécifique établissant les droits des utilisateurs industriels et des organisations de consommateurs représentatives dans le cadre d'une enquête antidumping.

Questions: a) Quelles parties seront incluses parmi "toutes les parties intéressées" dont il est question à l'article 10.6)?

- b) Les utilisateurs industriels et les organisations de consommateurs représentatives seront-ils autorisés à fournir des renseignements en ce qui concerne le dumping, le dommage et le lien de causalité? Comment la Nouvelle-Zélande s'acquitterait-elle des obligations qui lui incombent au titre de l'article 6.12 de l'Accord antidumping?

17. Article 11.c) - Conditions applicables à l'établissement d'une détermination finale

Les alinéas a) à f) de l'article 11.1) (pages 15-16) énumèrent les motifs pouvant donner lieu à la clôture d'une enquête. Aux termes de l'alinéa c), une enquête serait close si, dans un cas de subventionnement, l'imposition d'un droit compensateur à l'égard des produits considérés était incompatible avec les obligations de la Nouvelle-Zélande en tant que partie à l'Accord sur l'OMC. Il n'y a aucune disposition semblable pour les mesures antidumping adoptées par la Nouvelle-Zélande.

Questions: Pourquoi cette disposition est-elle prévue uniquement pour les cas de subventionnement? Cela signifie-t-il qu'une procédure antidumping ne serait pas close même si l'imposition d'un droit antidumping était incompatible avec les obligations de la Nouvelle-Zélande en tant que partie à l'Accord sur l'OMC?

18. Article 11.2) c) - Volume d'importations négligeable

L'article 5.8 de l'Accord antidumping établit une limite quantitative au-dessous de laquelle une procédure antidumping doit être close, à savoir une marge de dumping *de minimis* de 2 pour cent et un volume d'importations négligeable correspondant à une part de 3 pour cent des importations du pays.

L'article 11.2) précise que les éléments de preuve du dumping seront réputés insuffisants lorsque la marge de dumping est inférieure à 2 pour cent (alinéa a)) ou lorsque le volume des importations faisant l'objet d'un dumping est négligeable, compte tenu des obligations de la Nouvelle-Zélande en tant que partie à l'Accord sur l'OMC (alinéa c)).

Questions: La Nouvelle-Zélande appliquerait-elle le critère quantitatif relatif au volume d'importations négligeable prévu à l'article 5.8 de l'Accord antidumping? Pourquoi ne transpose-t-elle pas directement ce critère dans sa législation nationale comme elle l'a fait pour le critère de la marge de dumping *de minimis*?

19. Article 14.3) - Droits antidumping et droits compensateurs

L'article 14.3) (page 17) prévoit qu'il ne peut être imposé de droit compensateur qui serait incompatible avec les obligations de la Nouvelle-Zélande en tant que partie à l'Accord sur l'OMC. Il n'existe pas de disposition similaire pour les droits antidumping.

Questions: Pourquoi cette disposition est-elle prévue uniquement pour les cas de subventionnement? Pourquoi n'existe-t-il pas une disposition semblable qui proscrirait l'imposition d'un droit antidumping incompatible avec les obligations de la Nouvelle-Zélande dans le cadre du GATT/de l'OMC? La Nouvelle-Zélande envisage-t-elle des cas dans lesquels l'imposition d'un droit antidumping pourrait être incompatible avec le GATT?

20. Article 14.10) - Remboursements

L'article 9.3 de l'Accord antidumping prévoit, entre autres choses, une procédure de remboursement et des délais à cet égard.

L'article 14.10) (page 18) indique uniquement la façon dont les remboursements seront calculés, sans prévoir de procédure ni de délai à cet effet.

Questions: Quels seraient les procédures et délais applicables en la matière? Comment la Nouvelle-Zélande exécuterait-elle les obligations qui lui incombent en vertu de l'article 9.3 de l'Accord antidumping?

21. Article 14.9) b) - Réexamens

L'article 11.3 de l'Accord antidumping prévoit qu'un droit antidumping doit être supprimé cinq ans après un réexamen, si celui-ci a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou après la date à laquelle il a été imposé, la date la plus rapprochée étant retenue.

L'article 14.9) b) contient la même disposition sans exiger cependant que le réexamen porte à la fois sur le dumping et le dommage.

Questions: Pourquoi l'article 14.9) b) ne précise-t-il pas que le réexamen doit porter à la fois sur le dumping et le dommage? Comment la Nouvelle-Zélande pourrait-elle concilier cette disposition avec ses obligations au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping?

22. Article 15 - Engagements en matière de prix

L'article 8.1 de l'Accord antidumping prévoit uniquement des engagements en matière de prix conclus entre les autorités du pays d'importation et un exportateur.

D'après l'article 15.1) (page 19), soit le gouvernement du pays d'exportation, soit l'exportateur du produit peut conclure un engagement avec la Nouvelle-zélande.

Questions:

- a) Comment le gouvernement du pays d'exportation, qui ne participe pas directement aux activités d'exportation, pourrait-il conclure un engagement?
- b) Si c'est bien le gouvernement du pays d'exportation qui conclut un engagement avec la Nouvelle-Zélande, cela signifie-t-il que l'engagement s'applique aux exportations futures de tous les exportateurs (y compris les nouveaux venus) du pays d'exportation en question?
- c) Dans le prolongement de la question b) ci-dessus, les nouveaux venus peuvent-ils demander qu'un réexamen soit entrepris avec diligence afin de déterminer leurs responsabilités même si leur gouvernement a déjà conclu un engagement avec la Nouvelle-Zélande?

23. Article 15.4) - Achèvement de la procédure après l'acceptation d'un engagement

L'article 8.4 de l'Accord antidumping dispose que les autorités du pays d'importation doivent mener à terme l'enquête sur le dumping et le dommage si l'exportateur le désire, même en cas d'acceptation d'un engagement.

D'après l'article 15.4) (page 19), il semble que les autorités néo-zélandaises mèneront à terme uniquement les enquêtes sur l'ampleur du dommage causé à une branche de production et non les enquêtes sur le dumping.

Questions: Les autorités néo-zélandaises mèneront-elles également à terme les enquêtes sur le dumping en pareil cas? Comment s'acquitteront-elles de leurs obligations au titre de l'article 8.4 de l'Accord antidumping?

24. Article 16.5) - Droit provisoire supérieur au droit définitif

L'article 10.3 de l'Accord antidumping prévoit que si le droit définitif est inférieur au droit provisoire, la différence sera restituée.

L'article 16.5 (page 21) ne prévoit le remboursement du montant excédentaire par le Receveur que si le Ministre le demande.

Questions: Dans quelles circonstances le Ministre s'abstiendrait-il de demander au Receveur de restituer le montant excédentaire? Comment la Nouvelle-Zélande respecterait-elle ses obligations au titre de l'article 10.3 de l'Accord antidumping si le Receveur ne restitue pas ce montant?

25. Article 17.3) a) ii) - Mesures rétroactives

L'article 10.6 ii) de l'Accord antidumping prévoit que si le dommage est causé par des importations massives d'un produit faisant l'objet d'un dumping, effectuées en un temps relativement court, un droit antidumping définitif peut être perçu de façon rétroactive à condition que les importateurs concernés aient eu la possibilité de formuler des observations.

L'article 17.3) a) ii) (page 21) prévoit l'imposition rétroactive d'un droit antidumping dans les circonstances prévues à l'article 10.6 ii) de l'Accord mais ne dispose pas que les importateurs concernés doivent avoir la possibilité de formuler des observations.

Questions: Les importateurs concernés auront-ils la possibilité de formuler des observations en pareil cas? Quelles sont les procédures et dispositions légales pertinentes?